L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 61, Rue Chartres.

ORDINAIRE QUOTIDIEN..... $12 | payable d'avance.
No. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 |

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 18 MARS 1841

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

MESSAGE DU PRESIDENT.

Le message d'installation du Président Harrison nous est enfin parvenu. Ce document apporté par le *steamer Independance*, paraît un peu long au premier abord, mais en le parcourant on s'aperçoit qu'il n'y a rien de trop. Arrivé au pouvoir comme représentant d'un principe opposé à celui des deux précédentes administrations, le général Harrison doit naturellement éprouver le besoin d'exposer les motifs qui le dirigeront dans la nouvelle carrière où il va s'engager. Nous regrettons donc d'être forcés, faute d'espace, de nous borner à en donner une analyse rapide.

"Tiré d'une retraite où je pensais devoir passer le reste de mes jours, pour remplir les fonctions du Pouvoir Exécutif de cette grande nation, je pirais devant vous, concitoyens, pour prêter le serment exigé par la Constitution et pour vous exposer sommairement les principes qui me dirigeront dans l'exercice de mes fonctions."

Le Président expose les dangers qui peuvent résulter de certaines interprétations de la Constitution et déclare que, dans son opinion, le *veto* ne doit être employé que dans les cas suivants : 1o. lorsqu'il y a eu violation de la Constitution; 2o. pour garantir le peuple des effets de quelques mesures imprudentes adoptées avec trop de précipitation; 3o. pour empêcher l'oppression de la minorité.

"Plus d'un demi siècle s'est écoulé depuis l'adoption de notre forme actuelle de gouvernement et il serait désirable qu'on pût déterminer sa véritable situation; les attributs respectifs de chacun de ses départements, les pouvoirs que ces départements exercent ceux auxquels ils prétendent avoir droit, les collisions qui ont survenues entr'eux ou entre le gouvernement général et les gouvernements particuliers des Etats. Un pareil travail ne serait pas seulement curieux comme détail de statistique politique, mais il serait encore de la plus haute utilité en ce qu'il nous permettrait de comparer notre condition actuelle, après cinquante ans d'épreuve, avec celle dans laquelle se trouvait le pays et le gouvernement au point de départ. On exigerait alors que les pouvoirs exercés aux Etats ne fussent absorbés peu à peu par le gouvernement général. Ces craintes ne se sont pas réalisées en ce sens que le gouvernement n'a pas usurpé par violence les pouvoirs des Etats et que pour un observateur superficiel tous les pouvoirs s'harmonisent bien. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a un fond une tendance à réaliser les craintes des patriotes anti-fédéralistes et qu'elle pourrait devenir dangereuse si elle n'était promptement neutralisée. Car non seulement les autorités des Etats seraient absorbées par l'accroissement du pouvoir exécutif du gouvernement général, mais le caractère même l'essence du gouvernement fédéral serait radicalement changé.

"Cet état de choses a été produit en partie par des causes inhérentes à la constitution et en partie par la tendance inévitable du pouvoir à dépasser ses limites légitimes. En faisant du président le seul dispensateur du patronage du gouvernement, on a violé la constitution ne paraissent pas avoir pensé que cette disposition pût devenir si promptement un moyen puissant de contrôler la libre action des gouvernements des Etats. Considérée d'abord comme étant de peu d'importance, cette disposition avait déjà acquis une telle influence sous l'administration de M. Jefferson que ce grand patriote s'en est sérieusement inquiété, à cause de la puissante influence qu'elle pouvait exercer sur la franchise électorale. Si telle était alors son influence, combien ne doit-elle être pas à celle dont elle est maintenant qu'elle est quadruple au moins et que elle est plus complètement à la disposition du Pouvoir Exécutif qu'à aucune autre époque. Mais ce n'est pas seulement par l'étendue de son patronage que le département de l'exécutif est devenu dangereux; mais encore par l'usage qu'on peut faire de ce patronage en soumettant à son contrôle toutes les finances du pays. Indépendamment de la disposition qu'il est de pouvoir du président de s'assurer que les lois sont fidèlement exécutées en même temps qu'elle le constitue commandant en chef des armées de terre et de mer, si l'opinion des publicistes les plus distingués sur la nature des gouvernements est fondée, il ne nous manque pas pour cela une monstrueuse acquisition que de donner au président le contrôle de ces deux puissances. Et ce n'est pas tant le droit de dire ainsi est qu'il faut craindre, c'est l'influence qu'exercera le Président sur toutes les fonctionnaires chargés du dépôt des revenus publics, au moyen des *destitutions* avec ou sans motifs, le mettre virtuellement le trésor public à sa discrétion.

"Je n'ignore pas combien il est difficile de tracer **un pas de démarcation et je sais que des hommes d'honneur et de capacité attachent une grande importance à ce qu'on applique le divorce du trésor d'avec les banques. Et ce n'est pas tant le divorce dont on veut parler que de l'union dangereuse de la trésorerie avec le Pouvoir Exécutif. Pour neutraliser ce danger qui menace nos institutions républicaines, je serai disposé à appliquer tous ce remèdes dont je pourrai disposer. Ce fut une erreur de la part des auteurs de la Constitution que de n'avoir pas rendu le secrétaire de la trésorerie indépendant du Président. Du moins n'aurait-il dû être destituable que sur la demande de la branche populaire de la Législature.**

"J'ai pris la résolution de ne point déplacer un secrétaire de la trésorerie sans faire connaître toutes les circonstances et les motifs de ce déplacement aux deux Chambres du Congrès.

"L'influence de l'Exécutif en contrôlant la liberté des franchises électorales au moyen de ses employés, peut être détruite avec succès en faisant revivre l'ordonnance de Jefferson, défendant l'intervention de ceux-ci dans les élections, si ce n'est pour donner leurs suffrages. Il serait inutile de parler ici de la libre exercice de leurs droits sacrés de citoyens, soumis seulement à la voix de leur conscience et de leur jugement. Jamais, avec mon consentement, un officier du peuple paye des deniers du peuple, ne deviendra le flexible instrument de la volonté de l'Exécutif."

Le président s'élève contre l'abus que peut faire le pouvoir de la liberté de la presse. Il renouvelle cette déclaration, déjà faite avant son élection, que dans son opinion le pouvoir exécutif ne doit point s'immiscer dans la législation du Congrès et que surtout le soin si délicat d'aviser aux moyens de pourvoir aux dépenses du gouvernement doit être abandonné à ceux aux mains desquels la constitution l'a placé: les représentants directs du peuple. Par la même raison le meilleur mode de collecter et de conserver les revenus publics doit être laissé à leur discrétion et plus la revenus publics seront éloignés du contrôle de l'Exécutif plus près on sera du principe républicain.

"A ce sujet se rattache la nature de la circulation. L'idée de la créer exclusivement métallique, quelque bonne que fût l'intention, me paraît être une des plus dangereuses qui se puissent trouver n'empêchant pas sur les droits des individus. S'il y a un projet qui puisse empêcher des milliers de nos concitoyens pauvres d'arriver à la fortune par leur activité et leur énergie, c'est celui-là; car il n'en est pas qui contribue si puissamment à enrichir le riche et à appauvrir le pauvre."

Après avoir parlé de la situation particulière où se trouvent les citoyens du district de Columbia, le Président fait sentir la nécessité de l'union, de la tolérance entre les individus et les Etats, et il continue :

"Notre confédération, concitoyens, ne peut être maintenue que par la même indulgence. Nos citoyens doivent être satisfaits de l'exercice des pouvoirs que leur a confiés la constitution. Toute tentative basée par les habitants d'un Etat, pour renverser les institutions particulières d'un autre Etat, ne peut produire que des sentiments de haine et de jalousie qui sont les avant-coureurs de la désunion, de la violence, de la guerre civile, et enfin de la ruine de nos institutions libres. Notre confédération est sous tous les rapports soumise aux conditions et aux principes qui gouvernent une société comme. Il est certains pouvoirs qui doivent être exercés sous la direction des représentants des différentes membres alliés, mais ceux qui sont été réservés individuellement aux membres qui composent cette société doivent être sacrés. C'est qui chercherait à porter atteinte à ces droits ne trouverait dans les principes de notre constitution rien qui les y autorisât.

"Le but constant de nos efforts sera de maintenir et d'entretenir parmi les différentes parties de la confédération un esprit égal de bon accord et d'harmonie. L'espérance nous a suffisamment appris que l'agitation produite par des citoyens d'une partie de l'Union, pour une cause qui n'est pas du ressort du gouvernement général, mais qui est exclusivement sous la contrôle des autorités locales, ne peut avoir d'autres résultats que celui d'aliéner de plus en plus les esprits, au lieu de nous amener à l'objet que l'on cherche à obtenir. De tous les grands intérêts qui appartiennent à notre paye, l'union cordiale, confiante, fraternelle est à coup sûr le plus important depuis s'il n'est la seule et véritable garantie des autres.

"De l'embarras des affaires, quelques Etats éprouvent des difficultés dans leurs finances. Quoiqu'il soit à regretter que les Etats aient imprudemment contracté des dettes, on doit les encourager à faire tout ce qui dépend d'eux pour se libérer afin de maintenir leur crédit, parce que le caractère et la crédit de chaque Etat font partie intégrante du caractère et du crédit de toute la République. Il n'y a pas à se désespérer; nos ressources sont abondantes, l'activité de nos citoyens proverbiale, et nous pouvons espérer qu'une sage législation et une administration prudente de nos affaires de la part de nos divers gouvernements, agissant chacun dans sa légitime sphère, ramèneront rapidement notre prospérité passée.

A l'égard de notre situation extérieure, le Président n'étant pas encore au courant des négociations pendantes ne peut parler que de ses intentions et des motifs qui le dirigeront dans sa conduite avec les puissances étrangères. "Mon intention, dit-il, est de faire tous mes efforts pour conserver des relations amicales avec toutes les puissances. Mais il est inutile de dire que longtemps de fermeté de mon paye sur les champs de bataille, il n'est pas à craindre que jamais nos droits soient sacrifiés ni notre honneur compromis pour mon désir de conserver la paix."

En parlant des dangers que présente l'esprit de parti pour le maintien de nos institutions, il dit: "l'esprit de parti, poussé au delà de certaines limites, est incompatible avec le véritable esprit de la liberté. Il est comme tant d'autres pays et de mes concitoyens et j'aurais leur flatteur, il est de mon devoir de leur dire, de la haute position où leur bonté m'a placé, qu'il existe parmi nous un sentiment hostile à leurs véritables intérêts, hostile à la liberté elle-même. Ce sentiment prend dans ses vues, égalate dans son but, tend à l'organisation de quelques uns et à la perte de tous. Quelques les moyens dont on m'a instruit paraissent, jusqu'à un certain point, neutraliser le mal. Le remède véritable est aux mains du peuple, c'est de l'union qu'il nous faut; non pas l'union dans l'intérêt d'un parti, mais l'union dans l'intérêt du pays tout entier, soit pour la défense de ses intérêts et de son honneur contre une agression étrangère, soit pour la défense des principes pour lesquels nos ancêtres ont si glorieusement combattu.

Tous nos efforts tendront à ce but. Toute l'influence dont je pourrai disposer tendra au moins à empêcher la formation d'un parti exécutif dans le Congrès. Je désire que pas un membre de cette corps ne soutienne aucune de mes mesures à moins qu'il ne soit l'approuve ordinairement et qu'il ne croie agir d'après la volonté de ceux dont il tient son mandat."

Nous avons reçu par le bateau à vapeur *Independence* des journaux de Louisville et de Cincinnati qui nous fournissent un petit nombre de renseignements sur le Nord de l'Union et un sommaire presque insignifiant des nouvelles venues par le Président.

CONGRES.—Le bill du Sénat pour la réorganisation des Cours Judiciaires des Etats-Unis, a échoué le 3 courant dans la Chambre des Représentans. Le soir du même jour, un autre bill du Sénat, pourvoyant au paiement des réclamations de l'Etat du Maine, a été adopté par la Chambre avec un amendement qui règle la liquidation de semblables réclamations de la part de la Georgie, et renvoyé au Sénat pour obtenir son concours à l'amendement.

COL. JOHNSON—On lit dans le *Journal* de Louisville du 10 courant : "Le colonel R. M. Johnson a quitté le 3 courant le fauteuil de président du Sénat. M. Mangum de la Caroline du Nord a présenté une résolution par laquelle des remerciemens seront adressés au colonel pour la dignité et l'impartialité avec lesquelles il a présidé. La résolution a été soutenue par M. Clay qui a fait un vif éloge des qualités personnelles de R. M. Johnson. La résolution a été unanimement adoptée puis M. King de l'Alabama, a été élu président temporaire du Sénat.

NEW-YORK—McLeod doit, dit-on, être transporté de Lockport à Albany pour subir son jugement. La première action dirigée contre lui est une action civile intentée par les propriétaires de la Caroline.

PETER V. DANIEL.—La majorité locofoco dans le Sénat des Etats-Unis, a confirmé la nomination de Peter V. Daniel, comme juge de la Cour Suprême des Etats Unis, le 3 courant à minuit. Ce résultat est le dernier effort du locofocoisme expirant; voici ce que dit à ce sujet le *National Intelligencer* :

"Après avoir passé à une majorité sans égale le bill qui abolit le district auquel le dernier juge Barbour était attaché et tandis que le bill était devant la Chambre des Représentans, le Sénat, par un singulier caprice de la majorité, s'est occupé de la nomination de M. Daniel, comme juge de la Cour suprême des Etats-Unis. C'est en vain que les whigs ont protesté contre l'illégalité qu'il y avait à remplir une place qui avait été supprimée par le Sénat; c'est en vain qu'ils ont essayé d'empêcher la nomination en proposant le dépôt sur le bureau, puis en demandant qu'on la différât jusqu'à ce que la décision de la Chambre fût connue. Tout délai a été refusé, et vers minuit, après la retraite de tous les whigs moins un, la nomination de M. Daniel a été confirmée par une petite majorité, plusieurs de ses amis eux-mêmes votant contre lui."

ILLINOIS—Un duel a eu lieu, le 4 courant, à Alton, entre le juge Smith, de la Cour suprême, et M. McClemand, dernier secrétaire d'Etat. Ils se sont battus à la carabine à cinquante pas de distance. Le juge Smith, qui avait envoyé le cartel, a été tué.

TENNESSEE—On croit que James C. Jones de Wilson sera probablement élu candidat par la convention whig pour le poste de gouverneur de l'Etat.

FANNY ELSSLER—Le succès s'accroit tous les jours et le jeu des places suit la même progression ascendante. La dernière représentation de *Nathalie* a fourni à Mlle. Elssler l'occasion de déployer de nouvelles grâces, de nouvelles séductions, et la *Cachucha*, dansée par elle avec plus de verve encore que les premières fois, a été redemandée au milieu des bravos et de l'enthousiasme universel.

THEATRE D'ORLEANS.

La première représentation de *Zanetta* n'a pas trompé nos prévisions, l'opéra et les deux cantatrices qui le font valoir, ont obtenu un véritable succès. Nous les reverrons ce soir et nous vous en parlerons demain avec quelques détails.

Les esclaves appartenant à M. Bernard Marigny, ont été vendus hier à la Bourse par le ministère de M. L. A. Ogé, rel:

38 nègres de 18 à 40 ans, en produit	$47,810
20 négresses de 18 à 40 ans	21,900
avec 18 enfans de 6 ans à 1 mois	
15 négrillons et négrittes de 11 à 13 ans	10,075
	$79,785

Les conditions étaient : un dixième comptant et un et deux ans de crédit pour la balance.

EXTERIEUR.

EUROPE.

Nous donnons aux journaux de Cincinnati quelques fragmens de nouvelles européennes; malheureusement elles sont trop incomplètes pour présenter un vif intérêt; le seul renseignement qui ait de l'importance est l'aperçu des séances de la chambre des pairs et de la chambre des communes du 8 février, dans lesquelles on lit les explications relatives à l'affaire de M. McLeod.

ANGLETERRE

LONDRES, 9 février 1841.—Les renseignemens apportés par le paquebot *Cambridge* on produit un assez mauvais effet, et bien que les journaux de Londres les aient discutés avec une importunité dont ils n'ont pas toujours fait preuve, cependant l'impression générale est peu favorable aux sécurités américaines.

Les districts manufacturiers de l'Angleterre sont retombés ces jours derniers dans la position difficile où ils étaient naguères. Les marchés au coton de Londres et Liverpool ont beaucoup moins d'activité que lors du départ du dernier navire à vapeur. Le tableau officiel de situation de la Banque d'Angleterre, publié chaque mois, prouve que, malgré une légère augmentation dans les ressources monétaires de cette institution, son passif a considérablement augmenté depuis quelque temps.

L'incertitude règne partout ici dans les affaires politiques, monétaires et mercantiles; et l'on n'a rien autre chose à faire que de constater simplement cette incertitude. D'après toutes les apparences, les deux partis politiques se balancent dans la Chambre des Communes; les whigs sont évidemment alarmés et cependant les tories ne paraissent pas certains de réussir à les renverser. Dans cette attente, le parlement ne fait rien et il est fort probable qu'une dissolution ne tardera pas à avoir lieu.

Les fonds anglais ont considérablement baissé à la suite des dernières nouvelles étrangères : la stagnation est partout et la défiance est générale.

—Les dernières nouvelles de la Chine sont loin d'être satisfaisantes : rien n'avance; il paraît que le gouvernement chinois ne cherche qu'à gagner du temps par ses négociations et que l'amiral Elliot dont on n'a pas une fort haute opinion se laisse abuser par la diplomatie de l'Empire Céleste. On assure que pendant ce temps les maladies font de grands ravages parmi les troupes de l'île de Chusan (Kinsin.) La question chinoise est en suspens comme toutes les autres.

—Le succès que les Anglais ont obtenus dans l'Inde ont été achetés au prix de pertes considérables; là comme en Chine les troupes souffrent considérablement.

—Dans un conseil qui a eu lieu le 6 février, la Reine a déclaré que désormais le nom du prince Albert serait placé à côté du sien dans toutes les prières qui se lisent dans les églises et dans les temples.

—Le duc de Wellington a éprouvé le 5 février une indisposition soudaine à la Chambre des Pairs, indisposition qu'on attribue à la rigueur de la saison. Elle n'aura du reste aucune suite fâcheuse pour sa santé générale.

CHAMBRE DES PAIRS, 8 Février.—Des interpellations ont été adressées au Ministère au sujet de l'affaire de McLeod et de la correspondance échangée entre M. Fox, ministre résident de la Grande Bretagne à Washington et M. Forsyth, secrétaire d'Etat de l'Union; Lord Melbourne y répond dans cette séance, sans cependant entrer dans la discussion des arguments et des observations qui les ont précédés. L'honorable Lord établit d'abord les faits : un individu nommé McLeod, a été arrêté par les autorités de New York et mis en prison par elles sous une accusation de meurtre et d'incendie; cette accusation est lancée contre lui à propos de la destruction du bateau à vapeur Caroline. A la nouvelle de l'arrestation de McLeod, M. Fox, ministre anglais à Washington, a demandé au gouvernement général sa mise en liberté. Il a reçu pour réponse que toute cette affaire regardait les autorités de l'Etat de New-York et qu'il n'était ni au pouvoir ni dans les intentions du gouvernement général d'y intervenir. "Après ce rapide et clair exposé de la situation des choses, Lord Melbourne a ajouté : vos seigneuries n'exigeront pas sans doute que le ministre annonce tout haut la conduite qu'il doit tenir dans cette affaire. Elles doivent être sûres, malgré le silence qu'il garde, qu'il prendra les mesures les plus propres à garantir la vérité des sujets de sa majesté et à défendre l'honneur de la nation anglaise."

CHAMBRE DES COMMUNES, 8 février.—Aux interpellations adressées par Lord Stanley au ministère dans la Chambre Basse, Lord Palmerston répond : "Je n'ai point encore reçu de nouvelles de Lord Ashburton arrivé avec beaucoup de discrétion ce sujet qui est d'un très haut intérêt et qui est en même temps très délicat à traiter. puisqu'il touche à des questions d'une nature fort grave pour les deux pays. Je crois que la Chambre apprécierra la réserve que je me suis fait à moi même en ces questions et celle dont je ne me pas m'écarter dans ma réponse. Le noble lord a dit qu'il pensait que M. McLeod n'était pas un membre de cour qui ont attaqué le Caroline; les renseignemens que j'ai reçus, confirment cette opinion; mais pour ce qui a rapport à la position prise par M. Forsyth, dans sa réponse aux réclamations de M. Fox, je crois devoir déclarer que le Gouvernement Américain aurait mieux consulté le droit de considérer cette affaire sous comme une affaire à traiter entre les deux gouvernemens et à régler par eux en conséquence, tout aussi comme une affaire à traiter entre les autorités locales, ainsi que cela se pratique par les autorités anglaises elles-mêmes au sujet des citoyens américains qui se trouvent sur la frontières anglaise. Le Gouvernement Américain a cru devoir adopter le premier système et traiter l'affaire comme devant être décidée entre les deux gouvernemens; il a donc pu, d'après ce système, adresser au gouvernement anglais une demande en réparation pour les actes commis par des sujets de la Grande Bretagne et on ne doit plus maintenant lui laisser la faculté de se placer sur un autre terrain. La Chambre comprendra que dans un sujet aussi délicat je doive m'abstenir de plus longues observations, et le fait que je viens d'établir ne poudra aux questions de l'honorable Lord.

Lord Stanley : Je crains que le noble Lord n'ait point parfaitement compris mes questions; car il n'a pas répondu à l'une d'entr'elles, et c'est la plus importante. Voici cette question : Le gouvernement a-t-il déjà pris des mesures pour la protection et la mise en liberté de M. McLord; et s'il l'a fait, quelles sont ces mesures.

Lord Palmerston : J'avais l'intention de répondre à cette question avant de m'asseoir et c'est par oubli que je ne l'ai pas fait. On est semblable en principe à celui qui se présente en ce moment, a été sur le point de se rencontrer il y a dix-huit mois ou deux ans, et à cette époque M. Fox a reçu des instructions qui ont donné lieu à quelques unes des communications pendantes faites par le Gouvernement Américain. La Chambre doit comprendre que le Gouvernement de sa Majesté enverra—il a déjà envoyé—des instructions; mais tant que nous n'aurons pas la fin de la correspondance, il sera impossible d'envoyer des instructions définitives. La Chambre pensera bien que le Gouvernement aura soin d'envoyer des instructions convenables, mais il est aussi impossible de déclarer ici de quelle nature elles seront.

Quant à la lettre de M. Forsyth, je demande permission de montrer les faits dans leur véritable point de vue. Le Gouvernement Américain désavoue les actes accomplis par les citoyens américains qui ont envahi le Canada et déclare que les autorités anglaises ont le droit d'agir avec eux comme bon leur semblera; que de plus ces individus n'ont aucun droit à la protection des Etats-Unis; mais d'un autre côté considère l'affaire de la Caroline comme une affaire de Gouvernement à Gouvernement et qui ne doit pas être placée sous la responsabilité des individus. Tant que le gouvernement anglais n'aura pas désavoué la conduite des sujets anglais dans l'affaire de la Caroline, comme le gouvernement américain a désavoué les citoyens américains dans l'autre cas, il ne pourra changer de position dans la question.

Sir Robert Peel désire subroger une question relative aux faits à l'honorable Lord secrétaire des colonies; Y a-t-il eu des officiers de terre ou de mer de sa Majesté engagés dans l'affaire de la Caroline et blessés dans l'expédition? S'il en a été ainsi, le noble rejoindra les pensions auxquelles ils auraient eu droit s'ils eussent été blessés durant le cours de leur service régulier.

Lord John Russel répond que des officiers de terre et de mer de sa Majesté ont pris part à cette expédition; mais il ignore si aucun d'eux a été blessé. Il ne pense pas qu'aucun d'eux ait reçu une pension.

FRANCE.

Aucune nouvelle importante n'est venue de ce pays, on sait seulement que les fortifications de Paris sont poussées avec une grande activité. L'Espagne, le Portugal et les autres Etats de l'Europe ne fournissent rien non plus.

Première Municipalité.

Messieurs les Editeurs.

Veuillez publier le ticket suivant d'alternem. Il a été suggéré par un grand nombre de votans et nous devons le recevoir à la prochaine élection l'appui des habitans du PREMIER DISTRICT.

G. Masson, A. D. Crossman.
John Davis, S. D. McNeil.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

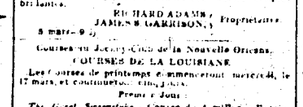
EXPEDIES.

Mayire Wm Badger, Chase, pour Boston, T. C. Jenkins
Navire Queen, (Ang) Howerton pour Liverpool, W. Hewes & Co.

Navire à vapeur New-York, Wright, pour Galveston, Bryan, Austin & co
Barque Isle, Lamb, pour Baltimore, J. B. Bailey
Brick Copenhagen, (Dan.) Beyer, pour la Havane, J. M. Angnera
Brick Delle, Parker, pour New-York, Benford & Beck.
Goel. Barnes, Smith, pour New-York, G. F. Patrick & co.
Goel. Atreville, (Mex.) Perez, pour Campeche, S. Fernandez
Goel. Poquet, Phinney, pour la Mobile, C. J. Wheeler.

ARRIVES.

Bateau de remorque Nicholson, Heaton, de la Passe Nord Est.
Bateau de remorque Swan, Limbert, de la Passe Sud-ouest
Bateau de remorque Huntsville, Wilkens des Passe.
Brick Brandez, Doane, de la Nouvelle-Orléans sur lest en rivière.
Goel. Oregon, Smith, de la Mobile—(en capitaine).
Steamer Washington, Sullivan, de Shreveport
" Reliance, Cable, de Cincinnati.
" Major Wright, Wright, de Natchez.
" Columbus, Rhodes, de Marion.
" Independance, Brackel, de Cincinnati.
" Jean of Arc, Wright, de Yazoo City.



SERVICE FUNEBRE EN MEMOIRE DE NAPOLEON.

(TRADUIT.)

Ce service solennel aura lieu demain mardi 9 courant, dans l'Eglise Cathédrale de St. Louis, à 9 1/2 heures du matin.

La légion de la Louisiane, ainsi que le bataillon de Wash ington ont été invités à participer à cette cérémonie. La réunion aura lieu sur la Place d'Armes.

On nous annonce aussi que le manau d'un billet d'invitation signé de l'honorable juge Canonge, président du comité d'invitations.

Nos églises ne paraissent dans l'église pour les sentences et les corporations invitées.

Les portes de l'église seront ouvertes à 7 1/2 heures et entront gardées par des officiers.

Des commissaires sont nommés par le comité général pour recevoir les invités et maintenir le bon ordre dans l'église. Les portes seront fermées lorsque la musique annoncera qu'on va bien sur exegre pour se bien garde.

Sur l'invitation du comité, Monseigneur l'Evêque a bien voulu consentir officier pontificalement.

Le messe de Requiem [de M. Cartuf] sera exécuter par Messieurs les artistes et Mesdames et Messieurs de cette Ville.

Une salve de 21 coups de canon sera tirée vendredi 19 courant, au coucher du soleil.

Une salve autre de 21 coups de canon sera tirée samedi matin au soleil levant. De cette heure et de 10 en 10 minutes il sera tiré un coup de canon.

La fin de la cérémonie sera annoncée par une dernière salve de 21 coups de canon.

Les capitaines des navires dans le port sont invités à hisser leur pavillon à mi-mât, à signe de deuil et à rester en tête du mât lorsque la dernière salve sera entendue.

16 mars LE COMITÉ D'ARRANGEMENT.

CANONNIERS LOUISANAIS.

C'est le 20 mars que sera célébré le service funèbre en mémoire de Napoleon—les aussi, à cet heureux d'artillerie. UN VIEUX GROGNARD.

MCNAIRA & Co—Encanteurs et négociants commissionnaires rue de la Commune No. 54.

Vente à leur magasin tous les jeudis à 10 heures A.M. Les personnes qui ont des marchandises à faire vendre sont priées de les entoyer dans la soirée de la veille pour que le catalogue de la vente, où la bonne heure dans la matinée de la vente. 16 mars—tf

A VIS.—On invite le docteur Théodore Gaillardet à présenter un compte ou mémoire, ou une lettre qui le concerne, afin de le comprendre dans la liste générale de la succession, sont priés de régler avec eux sans le plus délai. Rue Conti, entre Bourbon et Dauphine, attenant à la Banque de la Louisiane.

A VENDRE—Une belle propriété située dans le carré 6 de la ville, première Municipalité, rue St. Pierre No. 30, entre les rues Burgundy et Rampart. Cette propriété d'un côté par la propriété de M. Louis Gally, et de l'autre par celle de M. Pré Bourg formant l'encoignure de rues Rampart et St. Pierre. Le dite propriété a cinquante huit pieds de face sur quatre-vingt qu'une de profondeur, aussi les édifices y construits. Elle sera vendue en totalité ou en par lot au gré de l'acquereur. S'adresser sur les lieux, à 16 mars—10f A. LOZE.

$1000 DE RECOMPENSE.

Le magasin du soussigné, au coin du Camp No. 3, a été forcé dans la nuit de samedi le 13 courant, et une grande quantité de montres en or et en argent, de chaines en or, de bagues, de boucles d'oreilles et autres objets de bijouterie en or ont été soustraits. La récompense ci-dessus sera donnée à quiconque découvrira le voleur et reconvrira les marchandises ou fournira des renseignemens nécessaires pour les recouvrer qu'en partie. S'adresser à Mr Wm. Hanchman, rue de Chartres No. 84, ou au magasin du soussigné. 16 mars 6f

M. H. ESPICE.

Succession de Paul Zoltz.

A VIS est donné aux personnes qui ont des réclamations contre le défunt, de vouloir bien les présenter à M. Arnold Avegno, rue de Royale; et aux débiteurs de cette succession, sont priés de régler avec M. B. Azaretto, encaissier Française et Victoire.

16 mars 3t B. AZARETTO.

MOUSSELINES ÉCOSSES—Le soussigné a reçu par les Mercuriers arrivages et offre à vendre, à des termes accommodans, des 1er par balle, 6/4 de mousselines rayées blanc en pièces; mousselines rayées en couleur 6/4 et 8/4 nouveau genre; jaconets imprimés; grenats en jaconets imprimés; 6/4 de mousselines unies; mousselines brodées à la Jacquard; mousselines brochées à fleurs; mousselines rayées, et à carreaux, imitation batiste, cole; mousselines de soie; mouchoirs de cou, un bel assortiment de mousselines brodées en couleurs.

BOURRY D'IVERNOIS,
No. 33, rue de Chartres au fer.

PERDU—Un certificat de dépot émis par la succursale de la banque de la Louisiane à St. Francisville à l'ordre de Mme. Leloiska Guyoso pour la somme de $1714 62, et expire à vue ou avant le 1er du courant. Toute personne qui le sera présente, le public est prévenu de ne pas le négocier, le paiement en ayant été arrêté.

La personne qui l'aura en possession fera une grande faveur au soussigné en le remettant entre ses mains.

16 mars—3 A. RIVARDE & Co.

TABAC en feuilles—200 belles Cuba et 80 balles Havane, en débarquement et à vendre par
ANDREW CASTILLO,
16 mars—3. 31, rue du Grenier.

CHAPEAUX DE PANAMA—Les soussignés viennent à recevoir directement par le navire Mississippi, des chapeaux de Panama qu'ils offrent à ten ms en gros et en détail.

16 mars—6 JB. BERCIER & L. LABEDENS.
121, rue de Chartres

CHAPEAUX—Les soussignés offrent à vendre des
" Chapeaux de paille de Bolivie,
" Chapeaux de Paris,
" de feutre ras,
" de castor,
" de castor et bombine.
J. BERCIER & L. LABEDENS.
12 Mars—8 121, rue de Chartres

TRAITES sur Paris, à vendre par
11 mars BLANCHARD KIMER & Co. 36 Bienville.

TRAITES sur New-York, à vendre par
11 mars BLANCHARD, KIMER & Co. 36 Bienville.

BILLETS de la banque de l'Union et de Mississippi, à vendre par
BLANCHARD KIMER & Co.
11 mars 36 Bienville.

VIN DE CHAMPAGNE, de la marque réputée de Lanbert & Co, d'Aziz, Marne, à vendre par
BLANCHARD, KIMER & Co.
11 mars

Deux nègresses en argent seront faites sur consignations de vente, pour Louisville.
11 mars J. VAIRIN & Co.

PORC—200 barils mess et prime à vendre par
ADAMS, HARTWELL & Co.
16 mars. No. 16, Poydras.

BEURRE—100 barils et demis barils de beurre, frais reçu et à vendre par ADAMS HARTWELL, & Co.
16 mars. No. 6, Poydras.

GRAISSE—Quelques barils et bonnets de graisse en magasin et à vendre par
ADAMS, HARTWELL & Co., 16, Poydras.

CAFE—200 sacs café vert prime à vendre par
CHS. BYRNE.
16 mars. 148, rue Tchoupitoulas.

SEL—2132 en à sale des des Turques en magasin et à vendre par SENIX, DOUGLAS & Co.
16 mars. 19, rue Bagatat.

CAFE de Lagnayra en débarquement et à vendre par
SCHMIDT & Co.
16 mars. 99, rue Bienville.

CIRAGE—de grosses à vendre par
16 mars FROST & Co. 9, rue de la Douane.

DENNING—10 caisses à vendre par
16 mars FROST & Co. 8, rue de la Douane.

CHAUX DE PIERRE DE THOMASTON—5000 barils de cette de prem ère qualité, en débarquement et en magasin, à vendre par
16 mars O. BEDFORD & BECK,
94, Douane.

CIMENT HYDRAULIQUE—800 barils en bon ordre; et 500 barils platre de Paris calciné, à vendre par
16 mars O. BEDFORD & BECK,
21, Douane.

CAFE—130 sacs café fin vert de la Havane, en débarquement et à vendre par JOSEPH LANDIS & Co.
16 mars 14, Poydras.

FEVES ROUGES—100 barils en bon ordre, à vendre par CONVERSE & co.
15 mars. 55, Nelle Levée.

EAU DE VIE DE MIRRISE, à vendre par
CONVERSE & co.
15 mars 55, Nelle Levée.

A VENDRE—200 sacs cafe Rio et Havane, 50 barils de lamp s; beuf mess et prime; tabac chiquer; clous assortis, à vendre par CONVERSE & co.
15 mars 55, Nelle Levée.

CAFE Rio—200 sacs reçus du chargement du Nimrod, de Rio Janeiro, à vendre à bas prix pour cash ou comptant.
16 mars WM. FREHN.

HUILE DE LIN—25 barriques reçus par le Charles, de Londres, à vendre par WM. FREHN.
16 mars 95, Douane.

CHANDELLES—80 cai ses chandelles de blanc de baleine; 25 de savon, à vendre par
16 mars N. D. CHAMBERLIN,
75, rue des Magasins.

PORC mess et prime, Pinspection, à vendre par
16 mars N. D. CHAMBERLIN.

CAVE de la Havane, à vendre par
16 mars N. D. CHAMBERLIN.

BEURRE de Goshen, prime, à vendre par
16 mars N. D. CHAMBERLIN.
75, rue des Magasins.

HUILE—20 barriques huile de baleine blanche, à vendre par
16 mars N. D. CHAMBERLIN.
75, rue des Magasins.

VIEUX CUIVRE—Un lot considérable à bord du brick Osage, à vendre par J. H. ASBRIDGE.
16 mars 97, rue du Camp.

ARROW ROOT en débarquement des brick Osage, à vendre par J. H. ASBRIDGE.
16 mars 97, rue du Camp.

CHAPEAUX de Palmier.—Un nouvel envoi recevoment reçu et à vendre par FROST & Co.
10 mars 8, rue de la Douane.

BOUTEILLES, Bouteilles et Brodequins 70 caisses assortis en débarquement et à vendre par
10 mars FROST & Co. 8, rue de la Douane.

HUILE de baleine—5000 gallons à vendre par WM. HENRY FULLER.
16 mars 42, rue Poydras

HUILE de baleine en barriques et en barils, à vendre par WM. HENRY FULLER.
16 mars 42, rue Poydras

VERT DE GRIS et blanc de plomb à vendre par WM. HENRY FULLER.
15 mars 42, rue Poydras

VINS—30 barriques vin de Catalogne.
100 1/4 do. do. do.
100 1/4 do. do. Porto.
10 caisses do. do.
25 Tarragone reçu, en magasin et à vendre par
16 mars. SAMUEL LAFAYETTE & Co.

FOND de l'armement du brick Favorite, 200 barils de pore 200 barils beef, 100 barils saindoux, la quantité de 100 pièces navires duck, 30 pièces cail. Jas à vendre pour cash ou comptant. No. 1, 100 barils de farine, 100 barils de chandelles au moule, 100 lbs. de savon, 15 lbs. de cire raffinée, 500 caisses Lard, No. 1, 100 barils de resine, cap et brai, 50 barils de tar, 300 barriles de chaux, 100 balles tissus de paye; 200 caisses chocolat, à vendre par
THAYER & CUSHING,
18 mars 10, rue Gravier.

HUILE D'IRLANDE—La soussigne offre à vendre, par cole et à des termes ; savoir :
Toile blanche 4/4, en pièces et demi-pièces,
Coutil, Ticking et serge, en 8/4, 9/4,
Linon 6/4, 8/4, 9/4 et 7/8,
Mouchoirs à tuite 6/4 et 7/8, diverses qualités,
Toile de Hollande, grise, 3/4,
Mousseal ne 6/4 et mousseline jaconet.
Mousselines à grandes raies et à carreaux
Fil à coudre à".
16 mars WILLIAM PRUHN,
68, rue de la Douane.

COURSES DE CHEVAUX DE LA LOUISIANE.

Les courses auront lieu demain, samedi, commençant à 3 heures précises. L'arène sera ouverte à 2 heures.

Le nombre extraordinaire des chevaux qui se sont entrer dans l'arène promet de rendre ces courses des plus brillantes.

RICHARD ADAMS, Propriétaire.
JAMES B GARRIGUES,
5 mars—9 Gérant.

Courses en Louisiane—Cercle de la Nouvelle Orléans.

COURSES DE LA LOUISIANE

Les courses de printemps et commencement